
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} OCTOBRE 1919.

Projet de loi

réglant les opérations électorales en vue du prochain renouvellement
des Chambres législatives (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis par le Gouvernement à vos délibérations a pour objet d'apporter aux articles du code électoral qui organisent les collèges électoraux et qui règlent les opérations électorales les modifications que la loi du 9 mai dernier impose.

Les décisions que le Gouvernement vous demande de prendre visent :

- 1° L'organisation du scrutin dans les régions dévastées du pays ;
- 2° L'organisation du scrutin dans les régions non dévastées ;
- 3° L'organisation du scrutin dans les régions de l'Allemagne occupée par l'armée belge.

Il est indispensable de souligner immédiatement cette partie de l'Exposé des motifs où la remarque est faite que toutes les modifications qui seront apportées au code électoral à la suite des décisions que vous prendrez sont temporaires, applicables seulement aux élections pour la future Constituante.

I.

L'ORGANISATION DU SCRUTIN DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉES DU PAYS.

L'organisation du scrutin dans ces régions offre de nombreuses difficultés. Le projet de loi se borne, à l'alinéa 1 de l'article 1, à vous proposer de

(1) Projet de loi, n° 327.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Pirmez, Vandeperre, Ernest, Pussemier, Souplit, Duysters.

décider ce qui suit : « Les électeurs des communes où, par suite des dévastations de la guerre, il est impossible de procéder au vote, se réuniront dans une commune voisine désignée par un arrêté royal qui déterminera les conditions dans lesquelles les opérations du vote auront lieu. »

Ce texte a été l'objet en sections et en Section centrale de nombreuses observations.

Des membres ont fait remarquer que la population des arrondissements de Furnes, de Dixmude, d'Ypres avait été diminuée dans des proportions telles, que conserver à ces arrondissements le droit de nommer tous les sénateurs et les représentants qui leur étaient attribués par la loi du 2 mai 1912, leur conférerait le privilège d'élire plus d'un député par 40,000 habitants.

L'observation n'a pas retenu longtemps l'attention de votre Section centrale.

Toute loi arrêtant le tableau de répartition des sénateurs et des représentants est la conséquence d'un travail d'ensemble, entrepris quand les résultats du recensement décennal de la population belge sont acquis et publiés.

Le recensement lui-même fait l'objet d'opérations nombreuses et compliquées.

Or, nul dénombrement offrant des garanties quelconques d'exactitude n'a été fait de la population de la Flandre occidentale.

Toute modification apportée aux dispositions de la loi du 2 mai 1912 serait donc basée sur l'arbitraire le plus absolu.

Votre Section Centrale vous propose de rejeter toute proposition qui vous serait faite de réviser maintenant le tableau de répartition des représentants et des sénateurs arrêté en 1912.

Une modification profonde du texte de l'alinéa 1 de l'article premier du projet de loi a été jugée nécessaire par votre Section Centrale.

Des renseignements qui ont été fournis à votre Section Centrale, il résulte que les seules communes dévastées du pays où l'organisation du scrutin sera difficile sont situées en Flandre occidentale.

Mais dans ces communes les difficultés à vaincre sont considérables.

Elles résultent du fait que de nombreux électeurs résident encore en France, en Angleterre et même en Hollande et que la localité où ils séjournent est généralement inconnue. La question se pose donc de savoir comment les lettres les convoquant au scrutin pourront leur parvenir. Ainsi par exemple et pour citer une difficulté, il est impossible d'organiser des bureaux de vote en France; en agissant ainsi le Gouvernement ferait acte de souveraineté en pays étranger non soumis à un contrôle des armées alliées.

Ces électeurs sont en général tous ruinés par la guerre. Comment dès lors leur fournir le moyen de rentrer au pays pour y exercer leurs droits de citoyens?

Le nombre des électeurs appartenant à une commune dévastée et qui y résident ou qui séjournent dans une localité voisine est parfois si minime que l'on peut se demander s'il sera possible de respecter les prescriptions de l'article 146 du Code électoral qui régent la nomination des membres des bureaux de vote.

On ne peut oublier enfin que les moyens de communication sont peu nombreux en Flandre occidentale, et les logis rares. Nombre d'électeurs devant s'imposer un déplacement pour prendre part au scrutin, suffira-t-il que celui-ci soit ouvert de 8 à 15 heures!

De tout ce qui précède il résulte déjà que l'organisation du scrutin dans les communes dévastées de la Flandre occidentale ne pourra formellement respecter les prescriptions de nombreux articles du Code électoral; d'autres dérogations s'imposeront probablement encore à partir du moment où cette organisation s'achèvera.

Comme les difficultés que cette organisation rencontrera ne seront en général aperçues qu'à l'instant même où elles se produiront, et qu'elles devront immédiatement être solutionnées, il ne peut être question de confier au pouvoir législatif la mission d'organiser en détail le mode de votation dans les régions dévastées.

Exceptionnellement ce droit doit être confié au Roi : un arrêté royal pourra seul résoudre en temps opportun tous les problèmes qui se poseront.

Votre Section centrale vous propose donc une extension du principe déjà inscrit à l'alinéa 1 de l'article 1 du projet déposé par le Gouvernement, afin de permettre aux électeurs appartenant à une commune ravagée l'exercice de leurs droits de citoyen dans leur arrondissement.

Et, pour qu'il ne puisse pas y avoir de doute possible que l'arrêté royal pourra valablement décider dans ces limites toutes dérogations qui seraient jugées formellement indispensables aux dispositions du Code électoral tel qu'il sera modifié à la suite des décisions que vous prendrez au sujet du projet de loi qui vous est soumis, votre Section centrale vous propose de supprimer la modification proposée à l'article 138 du Code électoral et de faire du texte qu'elle vous demande d'adopter l'objet d'un article nouveau, qui serait inséré à la suite de l'article 1 du projet du Gouvernement.

Le texte serait conçu comme suit :

ART. 1bis.

Les électeurs des communes où, par suite des dévastations de la guerre, il est impossible de procéder au vote, pourront être appelés au scrutin dans une commune voisine du même arrondissement, qui sera désignée par arrêté royal.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer, par arrêté royal, les dérogations qui doivent être apportées aux dispositions du Code électoral afin de rendre possible la participation au scrutin de ces électeurs.

Votre Section centrale estime que cet arrêté royal devra notamment prévoir :

1) La publication en pays étranger, par la voie de la presse, d'un avis informant les citoyens belges de la date des élections et du droit qu'ils possèdent de se faire délivrer, le jour même de l'élection, leur bulletin de convocation au scrutin;

2) L'application aux électeurs, qui appartiennent aux régions dévastées, et qui résident à l'étranger, de dispositions analogues à celles de l'arrêté royal du 22 février 1912, décrétant la gratuité de transport aux électeurs qui rejoignent leur domicile électoral pour exercer leurs droits de citoyens, afin de permettre à ces citoyens là de ne pas devoir, en Belgique et en pays étranger, supporter les frais de leur déplacement par chemin de fer.

3) Dans quelles localités se réuniront les électeurs des communes où par suite des dévastations de la guerre il y aura impossibilité de procéder au vote.

4) Le droit pour les présidents des bureaux de vote de désigner comme assesseurs, en cas de nécessité, des électeurs qui n'appartiennent pas à la section de vote qu'ils président, puisque la population de certaines communes, par exemple celle de Poelcappelle, est dispersée de tous côtés.

Il est évident que cette énumération très sommaire des dispositions les plus essentielles que l'arrêté royal devra contenir n'est pas limitative; le pouvoir exécutif est investi du mandat de modifier les articles du Code électoral dont les circonstances rendent l'application impossible dans les communes dévastées.

Des membres de la Section centrale ont émis l'avis que l'État devrait allouer aux ouvriers qui depuis l'armistice ont émigré en pays étranger pour ne pas rester chômeurs, aux citoyens originaires des régions dévastées qui n'ont pu jusqu'ici rentrer au pays, et qui reviennent en Belgique pour y exercer leurs droits de citoyens, une indemnité de séjour.

La majorité des membres de votre Section centrale ne s'est pas ralliée à cette proposition.

Le salaire qui est alloué aux ouvriers est si élevé qu'un déplacement ne constitue pas une charge pour eux, d'autant plus que les dispositions de l'Arrêté Royal du 24 février 1912 restent en vigueur et que les frais du voyage en chemin de fer leur seront remboursés.

Mais ils estiment surtout qu'aller plus loin que le remboursement de frais de voyage à des citoyens pour exercer leurs devoirs de citoyens aboutirait à enlever à l'exercice du droit politique tout le caractère élevé qu'il doit revêtir.

II.

L'ORGANISATION DU SCRUTIN

DANS LES RÉGIONS NON DÉVASTÉES DU PAYS.

Les divers alinéas de l'article 1^{er} du projet de loi déposé par le Gouvernement, sauf donc l'alinéa 1, modifient ces dispositions du code électoral qui ne concordent plus dans leur texte actuel avec les dispositions de la loi du 9 mai dernier.

L'exposé des motifs justifie complètement les modifications qui vous sont proposées.

Comme celles-ci ne touchent d'ailleurs à aucune disposition essentielle du code électoral, les sections et votre section centrale vous en proposent l'adoption.

III.

L'ORGANISATION DU SCRUTIN DANS LES RÉGIONS
DE L'ALLEMAGNE OCCUPÉE PAR LES TROUPES BELGES.

L'organisation de ce scrutin fait l'objet de l'article 2 du projet de loi.

Le système préconisé par le Gouvernement a été admis par les sections et par la Section centrale.

Le présent rapport ne contient ni l'analyse ni la justification de ce système. L'exposé des motifs du projet de loi (document parlementaire n° 327) fournit tous les renseignements indispensables.

Votre Section centrale croit cependant devoir attirer votre attention sur les observations suivantes :

La participation des membres de l'armée active qui séjournent en Allemagne sera relativement importante. Il est probable que plus de 4000 électeurs participeront au scrutin.

Le texte de l'alinéa A prévoit que tous ces électeurs appartiendront à l'armée active. Il n'y a pas lieu de l'amender, comme l'idée en avait été suggérée, afin d'assurer la participation au scrutin des gendarmes et des civils Belges exerçant en Allemagne une fonction officielle. Les gendarmes font partie de l'armée ; les dispositions de l'article 2 leur sont applicables ; les civils recevront les congés requis pour rentrer au pays.

Votre Section centrale vous propose aux alinéas A et B deux amendements de pure forme. Les amendements précisent la mission qui est confiée aux administrations communales.

A l'alinéa A elle nous propose d'indiquer la date précise à laquelle le certificat devra être envoyé.

Aux mots « trente jours au moins avant le scrutin, l'autorité militaire transmet », elle propose de substituer les mots : « *Au 15 octobre au plus tard, l'autorité militaire transmet....* »

Au paragraphe 1^{er} de l'alinéa B elle nous demande de décider que les attestations à délivrer constatent l'inscription du militaire sur les listes électorales *dressées en vue des prochaines élections législatives*.

Les autres alinéas de l'article n'ont pas, en principe, soulevé d'observations.

La section centrale propose cependant de les compléter par l'ajoute de dispositions nouvelles ; elle croit que l'adoption des amendements qu'elle vous soumet assurera l'application, dans la mesure où il est possible de le faire, des dispositions de code électoral qui garantissent la liberté de l'électeur, le secret du vote et la sincérité du scrutin.

Le texte du projet de loi ne prévoit pas, en effet, la présence de témoins aux opérations du scrutin.

Les partis politiques jouissent du droit le plus complet de contrôler les opérations électorales même quand elles sont dirigées par des magistrats. Ils peuvent d'autant moins renoncer à leurs prérogatives, qu'en Allemagne, les bureaux de vote seront dirigés par des citoyens qui, en temps ordinaire,

ne pouvaient, s'ils étaient sous-officiers, caporaux ou soldats, voter (art. 61 des lois électorales); s'ils étaient officiers, occuper les fonctions d'assesseurs ou d'assesseurs suppléants (circulaire du Ministre de la guerre du 17 août 1899).

La présence de personnalités habituées à diriger et à contrôler le fonctionnement de bureaux de vote est donc nécessaire.

Votre Section Centrale vous propose de confier aux candidats d'un arrondissement déterminé le droit de nommer ces témoins; c'est le seul moyen pratique de s'assurer leur désignation.

La mission serait confiée aux candidats présentés au corps électoral de l'arrondissement de Bruxelles. Cet arrondissement est bilingue; il est probable que tous les partis y entreront en lutte.

Les frais du voyage par chemin de fer de ces témoins seraient remboursés par l'Etat. Exceptionnellement celui-ci peut assumer cette charge puisque l'Etat a lui-même décidé le séjour en Allemagne de nombreux électeurs.

Votre Section Centrale vous propose donc le vote des amendements suivants :

Littera F. ajouter :

« Cet arrêté Royal sera publié au *Moniteur* au moins 7 jours avant le jour fixé pour le scrutin dans les régions occupées par l'armée belge ».

Il faut que l'on connaisse les localités où les bureaux de vote seront installés.

Littera K. ajouter :

« L'officier délégué dresse procès-verbal des opérations auxquelles il a procédé »

Littera L. ajouter à la fin, après les mots : lettre J., la lettre K afin que le procès-verbal dressé par application des dispositions de l'alinéa K amendé parvienne au greffe de la Chambre des Représentants.

Littera M. nouveau :

Cinq jours avant le jour fixé pour le scrutin dans les régions occupées par l'armée belge les candidats présentés dans l'arrondissement de Bruxelles peuvent désigner pour assister aux opérations de vote un témoin pour chacun des bureaux de vote.

Le président du bureau principal de l'arrondissement de Bruxelles reçoit ces désignations au jour fixé par lui par application de l'article 163 du code électoral.

Les témoins doivent être électeurs pour la Chambre et pour le Sénat.

Les dispositions des alinéas 2, 3, 4, 6, 7 de l'article 163 des lois électorales coordonnées sont applicables à la désignation de ces témoins.

Les témoins auront le droit de cacheter les enveloppes indiquées au littera I du présent article et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux des bureaux auxquels ils sont attachés.

Littera N. Nouveau.

Les témoins désignés pour siéger au bureau de vote établi dans la localité siège du Quartier Général pourront assister aux opérations dont est chargé

l'officier désigné par le lieutenant général commandant en vertu des lettres K et L du présent article.

Ils auront le droit de cacheter les plis formés par cet officier et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal qu'il dresse de ses opérations.

Littera O. Nouveau.

Les témoins jouiront du bénéfice de la gratuité du transport en chemin de fer prévu par l'article 172^u du code électoral.

Un membre a exprimé l'avis que le montant de l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre payé par un citoyen belge ne pourrait entrer en ligne de compte pour établir que ce citoyen réunit les conditions d'éligibilité exigées par l'article 56 de la Constitution.

Votre Section centrale n'a pas jugé nécessaire d'introduire dans le présent projet de loi un amendement dont le texte serait justifié par les considérations reproduites ci-dessus.

L'impôt sur les bénéfices de guerre étant spécial et extraordinaire ne rentre évidemment pas dans la catégorie de ceux dont le paiement assure la possession du cens d'éligibilité.

Votre Section centrale a pris la liberté de consigner ces observations dans le présent rapport; si éventuellement la question devait se poser, les principes qui doivent en fixer la solution ont ainsi été indiqués par une des branches du pouvoir législatif.

Votre Section centrale vous propose d'adopter le projet de loi amendé tel qu'il vous est soumis.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



Amendements présentés par la Section Centrale.

ARTICLE PREMIER.

I. Supprimer la modification proposée à l'article 138 du Code électoral et le remplacer comme il est dit sub n° II ci dessous

II. Faire suivre l'article premier d'un article premier bis ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER bis.

Les électeurs des communes où par suite des dévastations de la guerre il est impossible de procéder au vote *pourront être appelés au scrutin* dans une commune voisine qui sera désignée par arrêté royal.

Cet arrêté royal déterminera les dérogations qui doivent être apportées aux dispositions du Code électoral afin de rendre possible la participation au scrutin de ces électeurs.

ART. 2.

I. Modifier ainsi le début du littéra A :

A. *Au 15 octobre au plus tard*, l'autorité militaire transmet :

II. Ajouter au littéra B les mots :

...dressées en vue des prochaines élections législatives.

III. — Ajouter au littéra F la disposition suivante :

Cet arrêté royal sera publié au Moniteur au moins sept jours avant le jour fixé pour le scrutin dans les régions occupées par l'armée belge.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

I. — De bij artikel 138 van het kieswetboek voorgestelde wijziging weg te laten en te vervangen door de onderstaande bepaling n° II.

II. — Na het eerste artikel een artikel 1^{bis} op te nemen, luidende :

ARTIKEL 1^{bis}

De kiezers der gemeente waar het, ten gevolge van de oorlogsverwoestingen, onmogelijk is tot de stemming over te gaan, *kunnen tot de stemming worden opgeroepen* in eene bij koninklijk besluit aan te duiden naburige gemeente.

Dit koninklijk besluit bepaalt welke wijzigingen in de bepalingen van het kieswetboek dienen te worden gebracht opdat die kiezers aan de stemming kunnen deelnemen.

ART. 2.

I. Den aanvang van littera A aldus te wijzigen :

« A. *Uiterlijk op 15 oktober*, zendt de militaire overheid... »

II. Aan littera B toe te voegen :

« ... *met het oog op de aanstaande wetgevende verkiezingen opgemaakt.* »

III. Aan littera F de volgende bepaling toe te voegen :

« *Dit koninklijk besluit wordt in het Staatsblad bekend gemaakt ten minste zeven dagen vóór den dag waarop de verkiezing moet plaats hebben in de streken, door het Belgisch teger bezet.* »

IV. — Ajouter au littéra K la disposition suivante :

L'officier délégué dresse procès-verbal des opérations auxquelles il a procédé.

V. — Libeller ainsi la fin du littéra L :

Il adresse, dans les cinq jours, au greffier de la Chambre des Représentants, les autres plis qui lui ont été remis en exécution des littéras J et K.

VI. — Ajouter les littéras suivants :

M. Cinq jours avant le jour fixé pour le scrutin dans les régions occupées par l'armée belge, les candidats présentés dans l'arrondissement de Bruxelles peuvent désigner pour assister aux opérations de vote un témoin pour chacun des bureaux de vote.

Le président du bureau principal de l'arrondissement de Bruxelles reçoit ces désignations au jour fixé par lui par application de l'art. 163 du code électoral.

Les témoins doivent être électeurs pour la Chambre et pour le Sénat.

Les dispositions des alinéas 2, 3, 4, 6, 7 de l'article 165 des lois électorales coordonnées sont applicables à la désignation de ces témoins.

Les témoins auront le droit de cacheter les enveloppes indiquées au littéra I du présent article et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux des bureaux auxquels ils sont attachés.

N. Les témoins désignés pour siéger au bureau de vote établi dans la localité où siège du Quartier Général

IV. Aan littera K de navolgende bepaling toe te voegen :

« *De gemachtigde officier maakt proces-verbaal op over de door hem gedane verrichtingen.* »

V. — Het slot van littera L te doen luiden :

Binnen de vijf dagen doet hij aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers de overige omslagen geworden, welke hem werden overhandigd ter uitvoering van de litt. J en K.

VI. — De volgende alinea's toe te voegen :

M. Vijf dagen vóór den dag waarop, in de streken door het Belgisch leger bezet, de verkiezing moet plaats hebben, kunnen de kandidaten, in het arrondissement Brussel voorgedragen, voor elk stembureel een getuige aanduiden om bij de verrichtingen tegenwoordig te zijn.

De Voorzitter van het hoofdbureel in het arrondissement Brussel ontvangt deze aanduidingen op den dag, door hem daartoe bepaald bij toepassing van artikel 163 van het Kieswetboek.

De getuigen moeten kiezer zijn voor de Kamer en voor den Senaat.

Het bepaalde in de alinea's 2, 3, 4, 6, 7 van artikel 165 der samengeorde kieswetten is van toepassing op de aanwijzing dezer getuigen.

De getuigen hebben het recht de in litt. I van dit artikel vermelde omslagen te verzegelen en hunne opmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal van de bureelen waarbij zij zijn aangesteld.

N. De getuigen aangewezen om zitting te nemen in het stembureel, gevestigd in de plaats waar het Hoofd-

pourront assister aux opérations dont est chargé l'officier à désigner par le lieutenant général commandant en vertu des lettres K et L du présent article.

Ils auront le droit de cacheter les plis formés par cet officier et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal qu'il dresse de ses opérations.

O. Les témoins jouiront du bénéfice de la gratuité du transport en chemin de fer prévu par l'article 172^{bis} du code électoral.

kwartier zijn zetel heeft zijn gerechtigd om aanwezig te zijn bij de verrichtingen die zijn opgedragen aan den officier, door den luitenant-generaal bevelhebber krachtens de letters K en L van dit artikel aangewezen.

Zij hebben het recht, de omslagen, door dezen officier gevormd, te vergezellen en hunne bemerkingen te doen opnemen in het proces-verbaal dat hij van zijne verrichtingen opmaakt.

O. De getuigen hebben naar luid van artikel 172^{bis} van het Kieswetboek, kosteloos vervoer op den spoorweg.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp

tot regeling van de kiesverrichtingen voor de aanstaande herkiezing der Wegevende Kamers (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat U door de Regeering ter behandeling is voorgelegd, heeft ten doel, in de artikelen van het Kieswetboek, waarbij de kiescolleges ingericht en de kiesverrichtingen geregeld zijn, de wijzigingen te brengen, door de wet van 9 Mei l. l. noodig gemaakt.

De beslissingen, welke de Regeering u verzoekt te nemen, betreffen :

1° De regeling van de stemming in de verwoeste streken van het land ;

2° De regeling van de stemming in de niet verwoeste streken ;

3° De regeling van de stemming in de streken van Duitschland, door het Belgisch leger bezet.

Het is onontbeerlijk onverwijld de aandacht te vestigen op dit gedeelte van de Memorie van Toelichting, waar wordt opgemerkt dat al de wijzigingen, in het Kieswetboek te brengen ten gevolge van de door u te nemen beslissingen, van tijdelijken aard zijn en alleen voor de verkiezingen voor de aanstaande Grondwetgevende Kamer gelden.

I.

REGELING DER STEMMING IN DE VERWOESTE STREKEN VAN HET LAND.

De regeling van de stemming in deze streken gaat met talrijke bezwaren gepaard.

(1) Wetsontwerp, n^r 327.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Pirmez, Vandeperre, Ernest, Pussemier, Souplit en Duysters.

Het wetsontwerp bepaalt er zich bij, in het eerste lid van artikel 1, u voor te stellen te beslissen dat : « De kiezers der gemeenten waar het, ten » gevolge van de oorlogsverwoestingen, onmogelijk is tot de stemming over » te gaan, zullen vergaderen in eene naburige gemeente, aangeduid bij » koninklijk besluit, hetwelk bepaalt op welke wijzen de verrichtingen der » stemming zullen geschieden. »

Deze tekst gaf, in de Afdeelingen en in de Middenafdeeling, aanleiding tot talrijke aanmerkingen.

Sommige leden deden inzien dat de bevolking der arrondissementen Veurne, Dixmuide, Ieperen zoo aanzienlijk is geslonken dat, zoo men aan deze arrondissementen het recht laat om al de senatoren en volksvertegenwoordigers te benoemen, die hun door de wet van 2 Mei 1912 waren toegerekend, men hun het voorrecht verleent om meer dan één vertegenwoordiger per 40,000 inwoners te verkiezen.

Bij dit bezwaar bleef uwe Middenafdeeling niet lang stil.

Elke wet, die de tabel tot indeeling der senatoren en der volksvertegenwoordigers vaststelt, is de uitslag van een globaal werk, dat ondernomen wordt wanneer de uitslagen van de tienjarige telling der Belgische bevolking voltooid en bekendgemaakt zijn.

De telling zelve geeft aanleiding tot talrijke en ingewikkelde verrichtingen.

Welnu, van de bevolking van West-Vlaanderen werd geen enkele telling gedaan, welke eenigen waarborg van nauwkeurigheid oplevert.

Elke wijziging, gebracht in de bepalingen der wet van 2 Mei 1912, zou dus op de meest uitdrukkelijke willekeur steunen.

Uwe Middenafdeeling stelt u voor, elk voorstel te verwerpen, dat u zou aangeboden worden om de in 1912 vastgestelde tabel van indeeling der volksvertegenwoordigers en senatoren thans te herzien.

Uwe Middenafdeeling achtte het noodig, den tekst van het 1^{ste} lid van artikel 1 in het wetsontwerp grondig te wijzigen.

Uit de inlichtingen, aan uwe Middenafdeeling verstrekt, blijkt dat de eenige verwoeste gemeenten van het land, waar de regeling der stemming zal bezwaarlijk zijn, in West-Vlaanderen zijn gelegen.

Doch in deze gemeenten zijn de te overwinnen moeilijkheden aanzienlijk.

Zij vloeien voort uit het feit, dat talrijke kiezers nog in Frankrijk, Engeland en zelfs in Holland verblijven en hunne verblijfplaats in 't algemeen onbekend is. De vraag is dus hoe de oproepingsbrieven voor de stemming hen zullen bereiken kunnen. Alzoo, bij voorbeeld, om eene moeilijkheid te vermelden : het is onmogelijk stemburelen in Frankrijk in te richten; zoo doende zou de Regeering als souvereine macht handelen in een vreemd land dat niet onder de contrôle der geallieerde legers staat.

In 't algemeen zijn al die kiezers door den oorlog ten onder gebracht. Hoe zou men hen dus in staat kunnen stellen naar het land terug te keeren om er hun burgerrechten uit te oefenen?

Soms is het aantal kiezers, die tot eene verwoeste gemeente behooren en er verblijven of die zich in eene naburige gemeente bevinden, zoo gering dat men zich kan afvragen of men de voorschriften van artikel 146 van het Kies-

wetboek, waarbij de benoeming van de leden der stembureelen wordt geregeld, zal kunnen naleven.

Eindelijk mag men niet vergeten dat in West-Vlaanderen de verkeersmiddelen schaarsch zijn en de verblijfgelegenheden zeldzaam. Daar tal van kiezers zich moeten verplaatsen om aan de stemming te kunnen deelnemen, zal het dan volstaan dat deze geopend blijft van 8 tot 13 uur?

Uit al het voorgaande blijkt reeds, dat de regeling van de stemming in de verwoeste gemeenten van West-Vlaanderen niet uitdrukkelijk zal kunnen geschieden naar de voorschriften der talrijke artikelen van het Kieswetboek; andere afwijkingen zullen zich waarschijnlijk nog opdringen nadat deze regeling zal voltrokken zijn.

Daar de moeilijkheden, welke zich bij deze regeling zullen voordoen, in 't algemeen eerst zullen aan 't licht komen op het oogenblik zelf dat zij zich voordoen, en daar zij dadelijk zullen moeten opgelost worden, kan er geen sprake van zijn, aan de wetgevende macht de taak op te dragen, de wijze van stemming in de verwoeste streken in alle onderdeelen te regelen.

Bij uitzondering moet dit recht aan den Koning worden toevertrouwd : alleen een koninklijk besluit zal ten gepasten tijde al de vraagstukken kunnen oplossen, welke zich zullen voordoen.

Uwe Middenafdeeling stelt u dus eene uitbreiding voor van het beginsel, reeds opgenomen in lid 1 van artikel 1 van het Regeeringsontwerp, opdat de kiezers, die tot eene verwoeste gemeente behooren, hunne burgerrechten in hun arrondissement zouden kunnen uitoefenen.

En, om elken twijfel uit den weg te ruimen omtrent de vraag of het koninklijk besluit, binnen deze grenzen, al de wijzigingen zal kunnen voorschrijven, welke het volstrekt noodzakelijk mocht bevonden worden in de bepalingen van het Kieswetboek te brengen, zooals dit zal luiden na uwe beslissingen betreffende het voorgelegd wetsontwerp, stelt uwe Middenafdeeling u voor, de bij artikel 158 van het Kieswetboek voorgestelde wijziging weg te laten en den tekst, welke zij u verzoekt goed te keuren, aan te nemen als een nieuw artikel, dat na het eerste artikel van het ontwerp der Regeering zou opgenomen worden.

Deze tekst zou aldus luiden :

ARTIKEL 1^{bis}.

De kiezers der gemeente waar het, ten gevolge van de oorlogsverwoestingen, onmogelijk is tot de stemming over te gaan, kunnen tot de stemming worden opgeroepen in eene bij koninklijk besluit aan te duiden naburige gemeente.

De Regeering is gemachtigd om bij koninklijk besluit te bepalen welke wijzigingen in de bepalingen van het Kieswetboek dienen te worden gebracht opdat die kiezers aan de stemming kunnen deelnemen.

Uwe Middenafdeeling is van gevoelen dat dit koninklijk besluit zal moeten voorzien, onder andere :

1) De openbaarmaking, in het buitenland, door middel van de dagbladen,

van een bericht, waarbij aan de Belgische burgers kennis wordt gegeven van den datum der verkiezingen en van het recht dat zij bezitten om zich, op den dag zelf der verkiezing, hun oproepingsbrief tot de stemming te doen afleveren ;

2) De toepassing, voor de kiezers die tot de verwoeste streken behooren en in het buitenland verblijven, van bepalingen zooals die van het koninklijk besluit van 22 Februari 1912, waarbij kosteloos vervoer wordt toegestaan aan de kiezers die zich naar hunne kieswoonplaats begeven om hunne burgerrechten uit te oefenen ; zóó zouden die burgers, in België noch in het buitenland, hunne reiskosten op den spoorweg moeten betalen ;

3) De plaatsen van vergadering der kiezers uit de gemeenten waar men, ten gevolge van de oorlogsverwoestingen, tot de stemming niet zal kunnen overgaan ;

4) Het recht voor de voorzitters der stemburelen om als bijzitters, zoo noodig, kiezers aan te duiden, die niet behooren tot de door hen voorgezeten stemafdeeling, aangezien de bevolking van sommige gemeenten, namelijk Poelcappelle, langs alle kanten is verspreid.

Het spreekt vanzelf dat deze zeer korte opsomming der meest hoofdzakelijke bepalingen, welke in het koninklijk besluit zullen moeten voorkomen, niet beperkend is ; de uitvoerende macht heeft opdracht de artikelen van het Kieswetboek, welke, volgens de omstandigheden, in de verwoeste gemeenten niet kunnen toegepast worden, te wijzigen.

Sommige leden der Middenafdeeling waren van gevoelen dat aan de arbeiders, die sedert den wapenstilstand naar het buitenland zijn uitgeweken om niet werkeloos te blijven, aan de burgers afkomstig van de verwoeste streken die tot nu toe niet in het land konden terugkeeren en die naar België terugkomen om er hunne burgerrechten uit te oefenen, eene verblijfsvergoeding zou moeten verleend worden door den Staat.

De meerderheid van de leden uwer Middenafdeeling heeft zich met dit voorstel niet vereenigd.

Het dagloon, aan de arbeiders toegekend, is zoo hoog dat eene verplaatsing voor hen geen last bijbrengt, te meer daar de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 Februari 1912 van kracht blijven en de kosten van de reis per spoor hun worden terugbetaald.

Zij zijn echter van oordeel, dat, mocht men andere vergoedingen verleen dan de terugbetaling der reiskosten aan burgers die hun burgerplichten moeten uitoefenen, men aan de uitoefening van het politieke recht gansch zijn verheven karakter zou ontnemen.

II.

REGELING VAN DE STEMMING IN DE NIET VERWOESTE STREKEN VAN HET LAND.

De verscheidene alinea's van artikel 1 van het Regeeringsontwerp, behalve dus alinea 1, wijzigen de bepalingen van het Kieswetboek, waarvan de huidige tekst niet meer strookt met de bepalingen der wet van 9 Mei 1. l.

De Memorie van Toelichting wettigt ten volle de voorgestelde wijzigingen.

Overigens, daar deze geen enkele hoofdbepaling van het Kieswetboek betreffen, stellen de afdeelingen en uwe Middenafdeeling u voor, ze goed te keuren.

III.

REGELING VAN DE STEMMING IN DE STREKEN VAN DUITSCHLAND, DOOR DE BELGISCHE TROEPEN BEZET.

Deze stemming wordt geregeld door artikel 2 van het wetsontwerp.

Het Regeeringsstelsel werd door de Afdeelingen en door de Middenafdeeling goedgekeurd.

In het onderhavig verslag wordt dit noch beknopt weergegeven, noch gewettigd. In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp (Stuk n^o 327) kan men al de noodige inlichtingen vinden.

Uwe Middenafdeeling denkt echter uwe aandacht te moeten vestigen op de volgende bemerkingen :

De deelneming der leden van het actieve leger, die in Duitschland verblijven, zal betrekkelijk aanzienlijk zijn. Waarschijnlijk zullen meer dan 4,000 kiezers aan de stemming deelnemen.

De tekst van lid *A* voorziet dat al deze kiezers tot het actieve leger behoorren. Het is niet noodig die te wijzigen, zooals werd voorgesteld, ten einde de deelneming aan de stemming te verzekeren van de gendarmen en van de Belgische burgers die in Duitschland een officieel ambt bekleeden. De gendarmen maken deel uit van het leger; de bepalingen van artikel 2 zijn op hen van toepassing; de burgers zullen het vereischte vrijaf bekomen om naar het land weer te keeren.

Uwe Middenafdeeling stelt twee amendementen van louteren vorm voor op de alinea's *A* en *B*. De amendementen bepalen nader welke zending aan de gemeentebesturen wordt toevertrouwd.

Bij alinea *A* stelt zij voor, den juisten datum te vermelden, waarop het bewijschrift moet worden gezonden.

Zij stelt voor de woorden : « Dertig dagen ten minste vóór de stemming, zendt de militaire overheid », te vervangen door de woorden : « *Uiterlijk op 15 October*, zendt de militaire overheid..... »

Bij alinea 1 van lid *B* stelt zij voor te beslissen dat de te leveren bewijzen vaststellen dat de militair is ingeschreven op de kiezerslijsten, *voor de aanstaande wetgevende verkiezingen opgemaakt*.

De overige alinea's van het artikel gaven in beginsel tot geene bemerkingen aanleiding.

De Middenafdeeling stelt echter voor, ze aan te vullen door middel van nieuwe bepalingen; zij denkt dat de aanneming van de amendementen, welke zij u voorlegt, zooveel mogelijk de toepassing zal verzekeren van de bepalingen van het Kieswetboek, welke de vrijheid van den kiezer, het geheim der stemming en de oprechtheid der stemming waarborgen.

Inderdaad, de tekst van het wetsontwerp voorziet niet de aanwezigheid van getuigen bij de verrichtingen der stemming.

De politieke partijen hebben het volledigste recht van toezicht op de kiesverrichtingen, zelfs wanneer deze door magistraten worden geleid. Zij mogen des te minder van hunne voorrechten afzien, daar, in Duitschland, aan het hoofd der stembureelen zullen staan burgers die, in gewone tijden, indien zij onderofficieren, korporaa's of soldaten waren, niet mochten stemmen (art. 61 der kieswetten) en, indien zij officieren waren, niet als bijzitters of toegevoegde bijzitters mochten optreden (omzendbrief van den Minister van Oorlog, d. d. 17 Augustus 1899.)

De aanwezigheid van personen, die gewoon zijn de verrichtingen der stembureelen te leiden en na te zien, is dus noodzakelijk.

Uwe Middenafdeeling stelt u voor, aan de candidaten van een bepaald arrondissement het recht te verleen om deze getuigen te benoemen; dit is het eenige practisch middel om hunne aanwijzing te verzekeren.

De zending zou opgedragen worden aan de candidaten die aan het kiezerskorps van het arrondissement Brussel worden voorgedragen. Dit arrondissement is tweetalig; het is waarschijnlijk dat aldaar al de partijen zullen strijden.

De reiskosten per spoor van al deze getuigen zouden door den Staat worden terugbetaald. Deze kan, bij uitzondering, dien last op zich nemen, daar de Staat zelf het verblijf van talrijke kiezers in Duitschland heeft beslist.

Uwe Middenafdeeling stelt u dus voor, de volgende amendementen goed te keuren :

Aan littera F toe te voegen :

« Dit koninklijk besluit wordt in het Staatsblad bekendgemaakt ten minste zeven dagen vóór den dag waarop de verkiezing moet plaats hebben in de streken, door het Belgisch leger bezet ».

Aan littera K toe te voegen :

« De gemachtigde officier maakt proces-verbaal op over de door hem gedane verrichtingen. »

Het slot van littera L te toeluiden :

« Binnen de vijf dagen doet hij aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers de overige omslagen geworden, welke hem werden overhandigd ter uitvoering van de litt. J en K. »

De volgende alinea's toe te voegen :

« M. Vijf dagen vóór den dag waarop, in de streken door het Belgisch leger bezet, de verkiezing moet plaats hebben, kunnen de candidaten, in het arrondissement Brussel voorgedragen, voor elk stembureau een getuige aanduiden om bij de verrichtingen tegenwoordig te zijn.

» De voorzitter van het hoofdbureau in het arrondissement Brussel ontvangt deze aanduidingen op den dag, door hem daartoe bepaald bij toepassing van artikel 163 van het Kieswetboek.

» De getuigen moeten kiezer zijn vóór de Kamer en voor den Senaat.

» Het bepaalde in de alinea's 2, 3, 4, 6, 7 van artikel 165 der samengeordende kieswetten is van toepassing op de aanwijzing dezer getuigen.

» De getuigen hebben het recht de in litt. I van dit artikel vermelde omslagen te verzegelen en hunne opmerkingen te doen opnemen in de proces-verbaal van de bureelen waarbij zij zijn aangesteld.

» N. De getuigen aangewezen om zitting te nemen in het stembureau, gevestigd in de plaats waar het Hoofdkwartier zijn zetel heeft, zijn gerechtigd om aanwezig te zijn bij de verrichtingen die zijn opgedragen aan den officier, door den luitenant-generaal bevelhebber krachtens de littera's K en L van dit artikel aangewezen.

» Zij hebben het recht, de omslagen, door dezen officier gevormd, te verzegelen en hunne bemerkingen te doen opnemen in het proces-verbaal dat hij van zijne verrichtingen opmaakt.

» O. De getuigen hebben, naar luid van artikel 172^{bis} van het Kieswetboek, kosteloos vervoer op den spoorweg. »

Door een lid werd de meening geuit, dat het bedrag van de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, door een Belgisch burger betaald, niet in aanmerking zou mogen komen om vast te stellen dat deze burger aan de bij artikel 56 der Grondwet gestelde vereischten van kiesbaarheid voldoet.

Uwe Middenafdeeling achtte het niet noodig, bij dit wetsontwerp een amendement in te dienen, gegrond op bovenstaande beschouwingen.

Daar de belasting op de oorlogswinsten van bijzonderen en buitengewonen aard is, behoort zij blijkbaar niet tot die waarvan de belasting kan gelden voor de verkiesbaarheid.

Uwe Middenafdeeling was zoo vrij deze beschouwingen in het onderhavig verslag op te nemen; moest de quaestie te berde komen, dan zijn de beginselen, welke hare oplossing moeten bepalen, alzoo door een van de takken der wetgevende macht aangewezen.

Uwe Middenafdeeling stelt u voor, het gewijzigd wetsontwerp aan te nemen zooals het u is voorgelegd.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Amendements présentés par la Section
Centrale,

ARTICLE PREMIER.

I. Supprimer la modification proposée à l'article 138 du Code électoral et le remplacer comme il est dit sub n° II ci dessous

II. Faire suivre l'article premier d'un article premier bis ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER bis.

Les électeurs des communes où par suite des dévastations de la guerre il est impossible de procéder au vote *pourront être appelés au scrutin* dans une commune voisine qui sera désignée par arrêté royal.

Cet arrêté royal déterminera les dérogations qui doivent être apportées aux dispositions du Code électoral afin de rendre possible la participation au scrutin de ces électeurs.

ART. 2.

I. Modifier ainsi le début du littéra A :

A. *Au 15 octobre au plus tard*, l'autorité militaire transmet :

II. Ajouter au littéra B les mots :

...dressées en vue des prochaines élections législatives.

III. — Ajouter au littéra F la disposition suivante :

Cet arrêté royal sera publié au Moniteur au moins sept jours avant le jour fixé pour le scrutin dans les régions occupées par l'armée belge.

Amendementen door de Middenafdeeling
voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

I. — De bij artikel 138 van het kieswetboek voorgestelde wijziging weg te laten en te vervangen door de onderstaande bepaling n° II.

II. — Na het eerste artikel een artikel 1^{bis} op te nemen, luidende :

ARTIKEL 1^{bis}

De kiezers der gemeente waar het, ten gevolge van de oorlogsverwoestingen, onmogelijk is tot de stemming over te gaan, *kunnen tot de stemming worden opgeroepen* in eene bij koninklijk besluit aan te duiden naburige gemeente.

Dit koninklijk besluit bepaalt welke wijzigingen in de bepalingen van het kieswetboek dienen te worden gebracht opdat die kiezers aan de stemming kunnen deelnemen.

ART. 2.

I. Den aanvang van littera A aldus te wijzigen :

« A. *Uiterlijk op 15 oktober*, zendt de militaire overheid... »

II. Aan littera B toe te voegen :

« ... *met het oog op de aanstaande wetgevende verkiezingen opgemaakt.* »

III. Aan littera F de volgende bepaling toe te voegen :

« *Dit koninklijk besluit wordt in het Staatsblad bekend gemaakt ten minste zeven dagen vóór den dag waarop de verkiezing moet plaats hebben in de streken, door het Belgisch leger bezet.* »

IV. — Ajouter au littéra K la disposition suivante :

L'officier délégué dresse procès-verbal des opérations auxquelles il a procédé.

V. — Libeller ainsi la fin du littéra L :

Il adresse, dans les cinq jours, au greffier de la Chambre des Représentants, les autres plis qui lui ont été remis en exécution des littéras J et K.

VI. — Ajouter les littéras suivants :

M. Cinq jours avant le jour fixé pour le scrutin dans les régions occupées par l'armée belge, les candidats présentés dans l'arrondissement de Bruxelles peuvent désigner pour assister aux opérations de vote un témoin pour chacun des bureaux de vote.

Le président du bureau principal de l'arrondissement de Bruxelles reçoit ces désignations au jour fixé par lui par application de l'art. 163 du code électoral.

Les témoins doivent être électeurs pour la Chambre et pour le Sénat.

Les dispositions des alinéas 2, 3, 4, 6, 7 de l'article 165 des lois électorales coordonnées sont applicables à la désignation de ces témoins.

Les témoins auront le droit de cacheter les enveloppes indiquées au littéra I du présent article et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux des bureaux auxquels ils sont attachés.

N. Les témoins désignés pour siéger au bureau de vote établi dans la localité où siège du Quartier Général

IV. Aan littera K de navolgende bepaling toe te voegen :

« De gemachtigde officier maak proces-verbaal op over de door hem gedane verrichtingen. »

V. — Het slot van littera L te doen luiden :

Binnen de vijf dagen doet hij aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers de overige omslagen geworden, welke hem werden overhandigd ter uitvoering van de litt. J en K.

VI. — De volgende alinea's toe te voegen :

M. Vijf dagen vóór den dag waarop, in de streken door het Belgisch leger bezet, de verkiezing moet plaats hebben, kunnen de kandidaten, in het arrondissement Brussel voorgedragen, voor elk stembureel een getuige aanduiden om bij de verrichtingen tegenwoordig te zijn.

De Voorzitter van het hoofdbureel in het arrondissement Brussel ontvangt deze aanduidingen op den dag, door hem daartoe bepaald bij toepassing van artikel 163 van het Kieswetboek.

De getuigen moeten kiezer zijn voor de Kamer en voor den Senaat.

Het bepaalde in de alinea's 2, 3, 4, 6, 7 van artikel 165 der samengeordende kieswetten is van toepassing op de aanwijzing dixer getuigen.

De getuigen hebben het recht de in litt. I van dit artikel vermelde omslagen te verzegelen en hunne opmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal van de bureelen waarbij zij zijn aangesteld.

N. De getuigen aangewezen om zitting te nemen in het stembureel, gevestigd in de plaats waar het Hoofd-

pourront assister aux opérations dont est chargé l'officier à désigner par le lieutenant général commandant en vertu des lettres K et L du présent article.

Ils auront le droit de cacheter les plis formés par cet officier et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal qu'il dresse de ses opérations.

O. Les témoins jouiront du bénéfice de la gratuité du transport en chemin de fer prévu par l'article 172^{bis} du code électoral.

kwartier zijn zetel heeft zijn gerechtigd om aanwezig te zijn bij de verrichtingen die zijn opgedragen aan den officier, door den lieutenant-generaal bevelhebber krachtens de letters K en L van dit artikel aangewezen.

Zij hebben het recht, de omslagen, door dezen officier gevormd, te vergezellen en hunne bemerkingen te doen opnemen in het proces-verbaal dat hij van zijne verrichtingen opmaakt.

O. De getuigen hebben naar luid van artikel 172^{bis} van het Kieswetboek, kosteloos vervoer op den spoorweg.

